

PARIS
3 francs par mois.
—
DEPARTEMENTS
3 fr. par mois.

Tous abonnements datent des 1^{er} et
16 de chaque mois.

LA TRIBUNE.

INSERTIONS

75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECT.-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR
EN CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du Journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Le projet de constitution. — Le droit illimité de la presse. — Le peuple régnant et gouvernant. — Démission du général Clément Thomas. — Pétition du comité typographique à l'Assemblée nationale. — Actes officiels et communications du gouvernement. — Nouvelles étrangères. — Espagne. — Autriche. — Hongrie. — Saxe. — Séance de l'Assemblée nationale. — Bourse.

Paris, 20 Juin.

PROJET DE CONSTITUTION.

En présence de Dieu et au nom du peuple français, l'Assemblée nationale proclame et décrète ce qui suit :

Déclaration des devoirs et des droits.

Art. 1^{er}. Les devoirs de l'homme en société se résument dans le respect de la constitution, dans l'obéissance aux lois, dans la défense de la patrie, dans l'accomplissement des devoirs de la famille, et dans la pratique fraternelle de cette maxime : Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit ; ce que vous voulez que les hommes fassent pour vous, faites-le pour eux.

Art. 2. La constitution garantit à tous les citoyens :

La liberté ;
L'égalité ;
La sûreté ;
L'instruction ;
Le travail ;
La propriété ;
L'assistance.

Art. 3. La liberté consiste dans le droit d'aller et de venir ; de s'assembler paisiblement et sans armes ; de s'associer ; de pétitionner ; d'exercer son culte ; de manifester ses pensées et ses opinions par la voie de la presse ou autrement.

L'exercice de ces droits n'a pour limites que les droits et la liberté d'autrui, ou la sécurité publique.

Art. 4. L'égalité consiste dans l'exclusion de tout titre et privilège de naissance, classe ou caste, dans l'admissibilité de chacun à tous les emplois publics, sans autre motif de préférence que la vertu et le talent, et dans la participation équitable de tous les citoyens aux charges et avantages de la société.

Art. 5. La sûreté consiste dans la protection de la personne, de la famille, du domicile, des droits et des biens de chaque membre de la société.

Art. 6. Le droit d'instruction est celui qu'ont tous les citoyens de recevoir gratuitement de l'Etat l'enseignement propre à développer les facultés physiques, morales et intellectuelles de chacun d'eux.

Art. 7. Le droit au travail est celui qu'a tout homme de vivre en travaillant.

La société doit, par les moyens productifs, et généraux dont elle dispose, et qui seront organisés ultérieurement, fournir du travail aux hommes valides qui ne peuvent s'en procurer autrement.

Art. 8. La propriété consiste dans le droit de jouir et de disposer de ses revenus, des fruits de son travail, de son intelligence et de son industrie.

Art. 9. Le droit à l'assistance est celui qui appartient aux enfants abandonnés, et aux vieillards, de recevoir de l'Etat les moyens d'exister.

Constitution.

CHAPITRE PREMIER.

De la Souveraineté du Peuple.

Art. 10. La France est une république démocratique une et indivisible.

Art. 11. La république française a pour dogme : la Liberté, l'Egalité et la Fraternité.

Art. 12. La souveraineté réside dans l'universalité des citoyens français.

Elle est inaliénable et imprescriptible.

Aucun individu, aucune fraction du peuple ne peut s'en attribuer l'exercice.

Art. 13. Tous les pouvoirs publics, quels qu'ils soient, émanent du peuple.

Ils ne peuvent être délégués héréditairement.

Art. 14. La séparation des pouvoirs est la première condition d'un gouvernement libre.

CHAPITRE II.

Du pouvoir législatif.

Art. 15. Le peuple français délègue le pouvoir législatif à une assemblée unique.

Art. 16. L'élection a pour base la population.

Art. 17. Le nombre total des représentants du peuple sera de sept cent cinquante, y compris les représentants de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 18. Ce nombre s'élèvera à neuf cents pour les assemblées qui réviseront la constitution.

Art. 19. Le suffrage est direct et universel.

Art. 20. Sont électeurs tous les Français âgés de 21 ans, et jouissant de leurs droits civils et politiques.

Art. 21. Sont éligibles, sans condition de cens ni de domicile, tous les Français âgés de 25 ans, et jouissant de leurs droits civils et politiques.

Art. 22. Ne sont électeurs ni éligibles : 1^o les faillis non réhabilités ; 2^o les individus condamnés, soit à des peines afflictives ou infamantes, soit à des peines correctionnelles pour faits qualifiés crimes par la loi, ou pour délits de vols, escroquerie, abus de confiance et attentats aux mœurs.

Art. 23. La loi électorale désignera les fonctionnaires qui ne peuvent être élus dans le ressort territorial où ils exercent leurs fonctions.

Art. 24. Le scrutin est secret.

Art. 25. L'Assemblée nationale vérifie les pouvoirs de ses membres, et statue sur la validité des élections.

Art. 26. Elle est élue pour trois ans, et se renouvelle intégralement.

Art. 27. Elle est permanente.

Néanmoins, elle peut s'ajourner à un terme qu'elle fixe, mais qui ne peut excéder trois mois.

Art. 28. Les représentants sont toujours rééligibles.

Art. 30. Les membres de l'Assemblée nationale sont les représentants non du département qui les nomme, mais de la France entière.

Art. 31. Ils ne peuvent recevoir de mandat impératif.

Art. 32. Les représentants du peuple sont inviolables.

Ils ne pourront être recherchés, ni accusés, ni jugés, en aucun temps, pour les opinions qu'ils ont émises dans le sein de l'Assemblée nationale.

Art. 33. — Ils ne peuvent être poursuivis ou arrêtés en matière criminelle, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que l'Assemblée a permis la poursuite.

Art. 34. Sont incompatibles avec le mandat législatif toutes les fonctions dont les titulaires sont révoqués à volonté.

Art. 35. — Aucun membre de l'Assemblée nationale ne peut, pendant la durée de la législature, être nommé ou promu à des fonctions dont les titulaires sont choisis à volonté par le pouvoir exécutif.

Art. 36. Les membres de l'Assemblée nationale exerçant des fonctions publiques sont suppléés dans leurs fonctions, et cessent d'en recevoir le traitement pendant la durée de leur mandat législatif.

Art. 37. Sont exceptés des dispositions des art. 34, 35 et 36 :

1^o Les ministres ;
2^o Les sous secrétaires d'Etat ;
3^o Le procureur-général au tribunal de cassation ;
4^o Le procureur-général au tribunal d'appel de Paris ;
5^o Le maire de Paris ;
6^o Le préfet de police ;
7^o Le commandant de la garde nationale de Paris, et ceux des autres fonctionnaires qui seraient désignés par des lois particulières.

Art. 38. Chaque représentant du peuple reçoit une indemnité à laquelle il ne peut renoncer.

Art. 39. Les séances de l'Assemblée sont publiques.

Néanmoins, l'Assemblée peut se former en comité secret, sur la demande du nombre de représentants fixés par le règlement.

Art. 40. L'Assemblée rend des lois et décrets.

Les décrets n'ont rapport qu'à des intérêts locaux et privés.

La présence de la moitié plus un des membres de l'Assemblée est nécessaire pour la validité du vote des lois.

Le règlement détermine le nombre des membres nécessaires pour le vote des décrets.

Art. 41. Aucun projet de loi ou de décret, sauf les cas d'urgence, ne sera voté définitivement qu'après trois lectures, à des intervalles qui ne peuvent être moindres que dix jours.

Art. 42. Toute motion d'urgence est précédée d'un exposé des motifs.

La proposition est renvoyée, séance tenante, dans les bureaux.

Une commission, nommée par les bureaux, fait un rapport sur l'urgence ou non.

Si l'Assemblée est d'avis qu'il y a urgence, elle le déclare, et fixe immédiatement le moment de la discussion.

Si elle décide qu'il n'y a pas urgence, le projet suit le cours des propositions ordinaires.

CHAPITRE III.

Du pouvoir exécutif.

Art. 43. Le peuple français délègue le pouvoir exécutif à un citoyen qui reçoit le titre de président de la République.

Art. 44. Pour être nommé président, il faut être né Français, et âgé de trente ans au moins.

Art. 45. Le président est nommé par le suffrage direct et universel, au scrutin secret et à la majorité absolue des votants.

Art. 46. Les procès-verbaux des élections sont transmis immédiatement à l'Assemblée nationale, qui statue sans délai sur la validité de l'élection, et proclame le président de la République.

Si un candidat n'a obtenu plus de la moitié des suffrages exprimés, l'Assemblée nationale élit le président de la République à la majorité absolue et au scrutin secret, parmi les cinq candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Art. 47. Le président de la République est élu pour quatre ans, et n'est rééligible qu'après un intervalle de quatre années.

Art. 48. Il a pour charge de surveiller et d'assurer l'exécution des lois.

Art. 49. Il dispose de la force armée, sans pouvoir jamais la commander en personne.

Art. 50. Il ne peut céder aucune portion du territoire, ni dissoudre le corps législatif, ni suspendre, en aucune manière, l'empire de la constitution et des lois.

Art. 51. Il présente chaque année, par un message, à l'Assemblée nationale, l'exposé de l'état général des affaires de la République.

Art. 52. Il négocie les traités.

Aucun traité n'est définitif qu'après avoir été examiné et ratifié par l'Assemblée nationale.

Art. 53. Il a le droit de faire grâce ; mais il ne peut exercer ce droit que sur la proposition du ministre de la justice, et après avoir pris l'avis du conseil d'Etat.

Art. 54. Il promulgue les lois au nom du peuple français.

Art. 55. Les lois d'urgence sont promulguées dans le délai de deux jours, et les autres lois dans le délai de huit jours, à partir de la transmission qui en est faite par le président de l'Assemblée nationale au président de la République.

Art. 56. Dans le cas où le président de la République aurait des objections graves contre un projet de loi ou de décret adopté par l'Assemblée nationale, il peut, dans le délai fixé pour la promulgation, transmettre à l'Assemblée un message où il expose ses objections, et demande une nouvelle délibération.

L'Assemblée délibère ; sa résolution devient définitive ; elle est transmise au président de la République.

La promulgation a lieu dans les délais fixés pour les lois et décrets d'urgence.

Art. 57. A défaut de promulgation par le président de la République, dans les délais déterminés par les articles précédents, il y serait pourvu par le président de l'Assemblée nationale.

Art. 58. Le président reçoit les envoyés et ambassadeurs des puissances étrangères accréditées auprès de la République.

Art. 59. Il préside aux solennités nationales.

Art. 60. Il est logé au frais de la République, et reçoit un traitement de six cent mille fr. par an.

Art. 61. Il réside au siège du gouvernement.

Art. 62. Le président de la République nomme et révoque à volonté les ministres.

Il nomme et révoque en conseil des ministres, les agents diplomatiques, les généraux et commandants militaires des armées de terre et de mer, les préfets, le commandant supérieur des gardes nationales de la Seine, le maire de Paris, les gouverneurs des colonies, de l'Algérie et de la ban-

que de France, les procureurs généraux et autres fonctionnaires d'un ordre supérieur.

Il nomme et révoque les agents secondaires du gouvernement, sur la proposition du ministre compétent.

Art. 63. Il a le droit de suspendre, pour un terme qui ne pourra excéder trois mois, les maires et autres agents du pouvoir exécutif élus par les citoyens.

Il ne peut les révoquer que de l'avis du conseil d'Etat.

La loi détermine le cas où les agents révoqués peuvent être déclarés inéligibles aux mêmes fonctions.

Cette déclaration d'inéligibilité ne pourra être prononcée que par un jury.

Art. 64. Le nombre des ministres et leurs attributions sont fixés par le pouvoir législatif.

Art. 65. Les actes du président de la République, autres que ceux par lesquels il nomme et révoque les ministres, n'ont d'effet que s'ils sont contresignés par un ministre.

Art. 66. Le président, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration.

Une loi déterminera les cas de responsabilité, les garanties des fonctionnaires et le mode de poursuite.

Art. 67. Les ministres ont entrée dans le sein de l'Assemblée nationale ; ils sont entendus toutes les fois qu'ils le demandent.

Art. 68. Il y a un vice-président de la République nommé pour quatre ans par l'Assemblée nationale, sur la présentation faite par le président, dans le mois qui suit son élection.

En cas d'empêchement du président, le vice-président le remplace et en exerce les pouvoirs.

Si la présidence devient vacante par décès, démission du président ou autrement, il est procédé dans le mois à l'élection d'un nouveau président.

CHAPITRE IV.

Du Conseil d'Etat.

Art. 69. Il y aura un conseil d'Etat composé de quarante membres au moins.

Le vice-président de la République est de droit président du conseil d'Etat.

Art. 70. Les membres de ce conseil sont nommés pour trois ans par l'Assemblée nationale, dans le premier mois de chaque législature, au scrutin secret et à la majorité absolue.

Ils sont indéfiniment rééligibles.

Art. 71. Ceux des membres du conseil d'Etat qui auront été choisis dans le sein de l'Assemblée nationale seront immédiatement remplacés comme représentants du peuple.

Art. 72. Les membres du conseil d'Etat ne peuvent être révoqués que par l'Assemblée, sur la proposition du président de la République.

Art. 73. Le conseil d'Etat rédige les projets de lois que le gouvernement propose à l'Assemblée, et les projets d'initiative parlementaire que l'Assemblée renvoie à son examen.

Il fait les règlements d'administration publique sur la délégation spéciale de l'Assemblée nationale.

Il exerce à l'égard des administrations départementales et municipales tous les pouvoirs de contrôle et de surveillance qui lui sont déferés par la loi.

Une loi particulière règlera ses autres attributions.

Art. 74. A l'expiration de leurs fonctions, le président et le vice-président de la République sont de droit membres du conseil d'Etat.

CHAPITRE V.

De l'administration intérieure.

Art. 75. La division actuelle du territoire en départements, arrondissements, cantons et communes ne pourra être changée que par la loi.

Art. 76. Il y a :

1^o Dans chaque département une administration composée d'un préfet, d'un conseil général, d'un tribunal administratif remplissant les fonctions de conseil de préfecture ;

2^o Dans chaque arrondissement, un sous-préfet ;

3^o Dans chaque canton, un conseil composé des maires de toutes les communes du canton ;

4^o Dans chaque commune, une administration composée d'un maire, d'adjoints et d'un conseil municipal.

Art. 77. Le conseil municipal choisit dans son sein le maire et les adjoints.

Art. 78. Une loi déterminera les attributions des conseils généraux, des conseils cantonnaires et des conseils municipaux.

Art. 79. Les conseils généraux et les conseils municipaux sont élus par le suffrage direct de tous les citoyens domiciliés dans le département ou dans la commune.

Une loi spéciale règlera le mode d'élection dans la ville de Paris et dans les villes de plus de cent mille âmes.

Art. 80. Les conseils généraux et les conseils municipaux peuvent être dissous par le président de la République, de l'avis du conseil d'Etat.

CHAPITRE IV.

Du pouvoir judiciaire.

Art. 81. La justice est rendue au nom du peuple.

Elle est gratuite.

Les débats sont publics, à moins que la publicité ne soit dangereuse pour l'ordre et les mœurs.

Les formes de la procédure seront abrégées et simplifiées.

Art. 82. Le jury continuera d'être appliqué en matière criminelle.

Art. 83. Il sera étendu aux matières civiles, dans les cas et suivant les formes déterminés par la loi.

Art. 84. Les juges de paix et leurs suppléants sont élus au chef-lieu de canton, par le suffrage direct de tous les citoyens domiciliés dans le canton.

Art. 85. Les juges de première instance et d'appel sont nommés par le président de la République, d'après un ordre de candidature qui sera réglé par la loi d'organisation judiciaire.

Art. 86. Les juges du tribunal de cassation sont nommés par l'Assemblée nationale.

Art. 87. Les magistrats du ministère public sont nommés par le président de la République.

Art. 88. Les juges de première instance, d'appel et de cassation, sont nommés à vie.

Ils peuvent être révoqués ou suspendus par un jugement, pour les causes et dans les formes déterminées par les lois.

La loi d'organisation judiciaire fixera l'âge auquel les juges pourront être mis à la retraite.

Art. 89. Les conseils militaires de terre et de mer, les tribunaux de commerce, les prud'hommes et autres tribunaux spéciaux, conservent leurs attributions actuelles, jusqu'à ce qu'il y ait été dérogé par une loi.

Art. 90. Dans chaque département, un tribunal administratif sera chargé de statuer sur le contentieux de l'administration.

Les membres de ce tribunal seront nommés par le président de la république, sur une liste de candidature présentée par le conseil général du département.

Art. 91. Il y a pour toute la France un tribunal administratif supérieur, qui prononcera sur tout le contentieux de l'administration, et dont la composition, les attributions et les formes seront réglées par la loi.

Les membres du tribunal administratif sont nommés par le président de la république, sur une liste de présentation dressée par le conseil d'Etat.

Ils ne pourront être révoqués que par le président de la république, sur l'avis du conseil d'Etat.

Art. 92. Les membres de la cour des comptes seront nommés et révoqués d'après le même mode.

Art. 93. Les conflits d'attribution entre l'autorité administrative et l'autorité judiciaire seront réglés par un tribunal spécial de juges du tribunal de cassation et de conseillers d'Etat, désignés tous les trois ans en nombre égal par leurs corps respectifs.

Ce tribunal sera présidé par le ministre de la justice.

Art. 94. Les recours contre les décisions de la cour des comptes seront portés devant la juridiction des conflits.

Art. 95. Une haute cour de justice sans appel ni recours en cassation les accusations portées par l'assemblée nationale, soit contre ses propres membres, soit contre le président de la république ou ses ministres.

Elle juge également toutes personnes prévenues de crimes, attentats ou complots contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat.

Elle ne peut être saisie qu'en vertu d'un décret de l'assemblée nationale, qui désigne la ville où la cour tiendra ses séances.

Art. 96. La haute cour est composée de juges et de jurés.

Les juges, au nombre de cinq, sont nommés au scrutin secret par le tribunal de cassation et dans son sein. Ils choisissent leur président.

Les magistrats remplissant les fonctions du ministère public sont désignés par le président de la république, et, en cas d'accusation du président, par l'assemblée nationale.

Les jurés sont pris parmi les membres des conseils généraux des départements.

Art. 97. Lorsqu'un décret de l'assemblée législative a ordonné la formation de la haute cour de justice, le président du tribunal siégeant au chef-lieu de chaque département tire au sort, en audience publique, le nom d'un membre du conseil général.

Art. 98. Au jour indiqué pour le jugement, s'il y a moins de soixante jurés présents, ce nombre sera complété par des jurés supplémentaires tirés au sort par le président de la haute cour, parmi les membres du conseil général du département où siégera la cour.

Art. 99. Les jurés qui n'auront pas produit d'excuse valable seront condamnés à un emprisonnement de six mois au plus et à une amende de cinq à six mille francs.

Art. 100. L'accusé et le ministère public exercent le droit de récusation, comme en matière ordinaire, mais de manière à laisser toujours le jury de jugement composé de 24 jurés.

Art. 101. La déclaration du jury, portant que l'accusé est coupable, ne peut être rendue qu'à la majorité des deux tiers des voix.

Art. 102. Dans tous les cas de responsabilité des ministres ou de tous autres agents du gouvernement, l'assemblée nationale peut, selon les circonstances, renvoyer le fonctionnaire inculqué, soit devant la haute cour de justice, soit devant les tribunaux ordinaires, soit devant le conseil d'Etat.

Art. 103. Le conseil d'Etat ne peut prononcer que la peine de l'interdiction des fonctions publiques pour un temps qui n'excède pas cinq années.

Art. 104. Tout arrêt du conseil d'Etat portant cette peine doit être rendu aux deux tiers au moins des suffrages.

Art. 105. Les débats ont lieu en séance publique.

Art. 106. L'assemblée nationale et le président de la république peuvent, dans tous les cas, déférer l'examen des actes de tout fonctionnaire autre que le président de la république, au conseil d'Etat, dont le rapport est rendu public.

Art. 107. Le président de la république n'est justiciable que de la haute cour de justice, sur l'accusation portée par l'assemblée nationale, pour crimes et délits prévus par la loi.

CHAPITRE VII.

De la force publique.

Art. 108. La force publique est instituée pour défendre l'Etat contre les ennemis du dehors, et pour assurer au dedans le maintien de l'ordre et de l'exécution des lois.

Elle se compose de la garde nationale et de l'armée de terre et de mer.

Art. 109. Tout Français, sauf les exceptions fixées par la loi, doit en personne le service militaire et celui de la garde nationale.

Le remplacement est interdit.

Art. 110. La garde nationale se compose de tous les citoyens en état de porter les armes qui ne font pas partie de l'armée active.

Ils sont soumis en cette qualité à une organisation déterminée par la loi et dont le suffrage direct et universel sera la base.

Art. 111. Des lois particulières règlent le mode d'enrôlement dans les armées de terre et de mer, la durée du service, la discipline, la forme des jugements et la nature des peines.

Art. 112. La force armée est essentiellement obéissante.

Nul corps armé ne peut délibérer.

Art. 113. La force publique, employée pour maintenir l'ordre à l'intérieur, n'aît que sur la réquisition des autorités constituées, suivant les règles déterminées par le pouvoir législatif.

Art. 114. Aucune troupe étrangère ne peut être introduite sur le territoire français, sans le consentement préalable de l'assemblée nationale.

CHAPITRE VIII.

Garantie des droits.

Art. 115. La peine de mort est abolie en matière politique.

Art. 116. La confiscation des biens ne pourra jamais être rétablie.

Art. 117. L'esclavage ne peut exister sur aucune terre française.

Art. 118. La presse ne peut, en aucun cas, être soumise à la censure.

Art. 119. Tous les citoyens ont la liberté d'imprimer et de faire imprimer, sauf les garanties dues au droit public et au droit privé.

Art. 120. Les connaissances des délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication, appartiennent exclusivement au jury.

Art. 121. Le jury statue seul sur les dommages-intérêts réclamés pour faits ou délits de presse.

Art. 122. Tous les délits politiques sont de la compétence exclusive du jury.

Art. 123. Chacun professe librement sa religion et reçoit de l'Etat, pour l'exercice de son culte, une égale protection.

Les ministres des cultes reconnus par la loi ont seuls droit à recevoir un traitement de l'Etat.

Art. 124. La liberté d'enseignement s'exerce sous la garantie des lois et la surveillance de l'Etat.

Cette surveillance s'étend à tous les établissements d'éducation et d'enseignement, sans aucune exception.

Art. 125. La demeure de chaque citoyen est un asile inviolable.

Il n'est permis d'y pénétrer que selon les formes et dans les cas déterminés par la loi.

Art. 126. Nul ne sera distrait de ses juges naturels.

Il ne pourra être créé de commissions et de tribunaux extraordinaires,

à quelque titre et sous quelque dénomination que ce soit.

Art. 127. Nul ne pourra être arrêté ou détenu que suivant les prescriptions de la loi.

Art. 128. Toutes les propriétés sont inviolables.

Néanmoins, l'Etat peut exiger le sacrifice d'une propriété, pour cause d'utilité publique légalement constatée, et moyennant une juste et préalable indemnité.

Art. 129. Tout impôt est établi pour l'utilité commune.

Chaque citoyen y contribue en raison de ses facultés et de sa fortune.

Art. 130. Aucun impôt ne peut être perçu qu'en vertu de la loi.

Art. 131. L'impôt direct n'est consenti que pour un an.

Les impositions indirectes peuvent l'être pour plusieurs années.

Art. 132. Les garanties essentielles du droit au travail sont : la liberté même du travail, l'association volontaire, l'égalité des rapports entre le patron et l'ouvrier, l'enseignement gratuit, l'éducation professionnelle, les institutions de prévoyance et de crédit, et l'établissement par l'Etat de grands travaux d'utilité publique, destinés à employer, en cas de chômage, les bras inoccupés.

Art. 133. La Constitution garantit la dette publique.

Art. 134. La Légion d'Honneur est maintenue.

Ses statuts seront révisés et mis en harmonie avec le principe démocratique et républicain.

Art. 135. Le territoire de l'Algérie et des colonies est déclaré territoire français, et sera régi par des lois particulières.

CHAPITRE IX.

De la révision de la constitution.

Art. 136. La nation a toujours le droit de changer ou de modifier sa constitution.

Si, à la fin d'une législature, l'assemblée nationale émet le vœu que la constitution soit réformée en tout ou en partie, il sera procédé à cette révision de la manière suivante :

Le vœu exprimé par l'assemblée ne sera converti en résolution définitive qu'après trois délibérations successives, prises chacune à un mois d'intervalle et aux trois quarts des voix.

L'assemblée de révision ne sera nommée que pour deux mois ;

Elle ne devra s'occuper que de la révision pour laquelle elle aura été convoquée ;

Néanmoins, elle pourra, en cas d'urgence, pourvoir aux nécessités législatives.

CHAPITRE X.

Dispositions transitoires.

Art. 137. Les codes, lois et règlements existants, restent en vigueur jusqu'à ce qu'il y soit légalement dérogé.

Art. 138. Toutes les autorités actuellement en exercice continueront de rester en fonctions jusqu'à la publication des lois organiques qui les concernent.

Art. 139. La loi d'organisation judiciaire déterminera le mode spécial de nomination pour la première composition des nouveaux tribunaux.

L'assemblée adopte ensuite sans discussion le projet de décret dispensant des dispositions du décret du 13 mars dernier, relatives au cumul, les majors, adjudans majors, adjudans sous-officiers, tambours-majors et tambours-maitres de la garde nationale.

Une discussion sans intérêt s'engage ensuite sur le projet de décret relatif à l'impôt sur les boissons.

La discussion générale est fermée, et la délibération des articles renvoyée à demain.

Séance du 19 juin.

Il existe au sein de l'assemblée nationale une petite phalange d'hommes politiques, sorte d'anachronisme vivant, qui représente exclusivement le passé. Rapprochés par les intérêts égoïstes, passés maîtres dans l'art de dissimuler leur pensée, ces ambitieux sans entrailles et à courte vue minent sourdement le sol sous les pas de leurs adversaires, et ne voient dans les maux que nous a légués une désorganisation inévitable, qu'un puissant auxiliaire pour leur cause à jamais perdue.

Si, dans le huit-clos de leurs comités, ils interrogent le ministère, ils renchérissent à dessein sur les dangers de la situation, et cherchent traitreusement à le pousser dans les voies de la violence et de l'arbitraire. — « Les ateliers nationaux, lui disent-ils, sont peuplés de malfaiteurs qui gangrèment la masse, saine autrefois, des travailleurs honnêtes. Si l'on hésite un seul instant, l'ordre est à jamais compromis ; c'en est fait de la société. Le seul remède à la situation, c'est de dissoudre immédiatement les ateliers nationaux. »

Puis, quand arrive la séance publique, ils composent leur maintien, ils se renferment imperturbablement dans un langage habilement étudié ; et, tout en volant le crédit demandé, ils adressent au ministre quelques reproches indirects qui, n'ayant pour eux rien de compromettant, font peser sur ce dernier, quoi qu'il fasse, tout le poids d'une double et redoutable responsabilité.

La séance d'aujourd'hui nous a révélé un des côtés de cette intrigue. Le citoyen Trélat, dont la position a pu paraître un instant délicate, a su éviter le piège qu'on lui tendait. Il a rapproché des paroles étudiées du rapporteur de la commission, les attaques plus vives et plus directes parties du sein du comité. Il a suffisamment fait comprendre que le système de ses adversaires consistait en réalité à trancher impitoyablement, par une dissolution immédiate, la question des ateliers nationaux. Il a, de plus, formellement déclaré que, s'il était prêt à ouvrir aux travailleurs des travaux profitables à tous, il n'hésiterait pas à se retirer, du jour où il lui faudrait les abandonner à toutes les perplexités, à toutes les conséquences d'un manque absolu de travail et de protection.

Tout en applaudissant de tout cœur aux sentiments d'humanité qui inspirent le ministre des travaux publics, et qui, nous n'en doutons pas, le feront triompher de toutes les difficultés de la situation, nous l'engageons bien vivement à mettre sans retard à exécution tous les grands travaux dont les projets sont aujourd'hui suffisamment étudiés. Nous savons qu'il rencontre une résistance obstinée de la part de certains ingénieurs des ponts et chaussées, jaloux du concours apporté dans ces travaux par les anciens élèves de l'école centrale. Mais c'est ici le cas, on jamais, de faire preuve d'une véritable énergie qui, ne froissant aucun intérêt légitime, mette enfin un terme aux sérieuses préoccupations de la société et aux souffrances des travailleurs eux-mêmes plus désireux, qu'on ne le pense généralement, de s'approprier,

par un travail sérieux et utile, les sommes que leur consacre le trésor public.

Quant aux politiques distancés du régime déchu, il est trop clair qu'ils n'ont rien appris depuis le 24 février. Nous ne doutons pas qu'ils n'aient foi comme, par le passé, dans l'efficacité des moyens de compression, et qu'ils ne les appliquent si jamais la mauvaise fortune de la France les ramenait au pouvoir.

Seulement ils ne tarderaient pas à se convaincre que, si le régime des baionnettes a pu réussir en 1834, il tournerait désormais à la honte éternelle et à la ruine de tous ceux qui tenteraient de le faire revivre. Ce n'est plus, — qu'on ne l'oublie jamais, — avec des systèmes préconçus et en s'inspirant froidement de Machiavel, qu'on apaisera les clameurs du peuple ; mais bien en s'adressant à son cœur et à son patriotisme, et en lui prouvant, par des faits incontestables, que la Fraternité, prêchée sur le Calvaire, il y a dix-huit siècles, est devenue à jamais une vérité.

A part cet incident qui doit recevoir une complète solution dans la séance prochaine, la lecture du projet de constitution a fait tous les frais de la séance. Ce projet sera très prochainement, dans cette feuille, l'objet d'un examen sérieux et approfondi.

G. CH.

Le droit illimité de la presse.

Nul ne sera électeur, s'il ne paye trois cents francs de contributions directes.

(Charte de 1814.)

Nul ne sera électeur, s'il ne paye deux cents francs de contributions directes.

(Loi électorale du 19 avril 1831.)

Nul ne jouira de la liberté de la presse, par la publication d'un journal quotidien, s'il ne possède une rente de 2,500 fr., au capital de 50,000 fr., et s'il n'acquiesce, pour chaque numéro du journal publié, un droit de timbre de quatre centimes.

(Constitution de 1848.)

L'article 119 du projet de constitution porte : « Tous les citoyens ont la liberté d'imprimer et de faire imprimer, sauf les garanties dues au droit public et au droit privé. »

Quand viendra le moment de discuter cet article, nous demanderons qu'il soit ainsi rédigé :

« Tous les citoyens ont la liberté d'imprimer et de faire imprimer. Le droit de libre discussion par la voie de la presse est illimité, sauf le cas de diffamation calomnieuse, qui continuera d'être réprimée et punie par la loi. Le cautionnement et le timbre des journaux ne pourront être rétablis. »

Nous croyons devoir, dès aujourd'hui, motiver cette stipulation d'un droit qui prime tous les autres, qui est leur garantie, leur sauve-garde à tous, et en l'absence duquel ils ne sont rien.

On s'est accoutumé depuis un demi-siècle à regarder la presse comme un objet de réglementation ordinaire, et les divers gouvernements ne lui ont épargné ni les restrictions injurieuses, ni les entraves fiscales.

De la part de gouvernements institués au profit d'une minorité oligarchique, et ayant pour première mission d'étouffer la manifestation de la volonté nationale, ces restrictions et ces entraves se comprennent ; mais elles seraient inexplicables sous l'empire de la souveraineté nationale, manifestée par le vote universel.

Qu'est-ce que la presse ? C'est l'un des deux modes dans lesquels la souveraineté du peuple s'exerce, se manifeste et se formule. Cette souveraineté, en effet, n'a que deux manières de se produire, la discussion et le vote : la discussion se subdivise en deux espèces, la discussion parlée, ou les assemblées et les clubs ; la discussion écrite, ou les livres et les journaux.

Sous un gouvernement républicain, la loi n'a pas plus le droit de restreindre la discussion, qu'elle n'a le droit de restreindre le vote. Quand la loi limitait à 200,000 censitaires l'exercice du droit politique, du droit de voter, on conçoit qu'une limite analogue ait été mise au droit de discuter. La logique voulait qu'il en fût ainsi. Mais du moment où le droit de voter est devenu un droit universel, un droit inhérent à la qualité de citoyen, le droit de discussion écrite, le droit de la presse doit être illimité.

Tant que le vote sera libre, la discussion devra l'être ; le jour où l'on demandera un cautionnement à la presse, il faudra en demander un aux votants. On ne peut séparer ces deux modes dans lesquels la souveraineté du peuple se produit. Si l'on restreint l'un, il faut, de toute nécessité, restreindre l'autre.

Voilà le principe dans toute sa rigueur. Il ne reste plus qu'à en déduire les conséquences.

La première, c'est l'abolition de toute entrave préventive mise à la manifestation de la pensée publique, comme le cautionnement et le timbre.

Nous nous sommes déjà expliqués sur ce point ; nous n'y reviendrons pas aujourd'hui.

La seconde, c'est la radiation de nos codes de toute disposition pénale destinée à réprimer ce qu'on appelait improprement les délits de la presse. Sauf la diffamation calomnieuse, qui doit continuer à être l'objet d'une efficace et vigoureuse répression, les prétendus délits que la loi a réprimés jusqu'ici n'étaient que l'usage plus ou moins judicieux, plus ou moins poli d'un droit désormais incontestable, le droit de libre discussion des actes et des hommes publics.

L'homme public doit être discuté ; il y va de l'intérêt de la société tout entière. Du moment où un homme entre dans les fonc-

tions publiques, il doit se soumettre, lui et ses actes, au jugement de ses concitoyens. Il ne s'appartient plus; il appartient au pays qui en a fait un fonctionnaire du peuple, un serviteur de l'Etat; sa vie entière est du domaine de la discussion et de la publicité, car sa moralité est une condition essentielle dont chacun a le droit de demander la preuve. Si sa vie n'est pas assez pure pour soutenir le contrôle de l'opinion, qu'il rentre dans l'existence privée, où la loi le protège contre la diffamation individuelle; mais s'il persiste à rester dans la vie publique, qu'il en subisse les conditions, quelque blessantes, quelque irritantes qu'elles puissent être pour sa susceptibilité d'homme.

Quant aux actes de son administration, ils peuvent être l'objet même d'accusations injustes ou mensongères, sans que la loi ait rien à y voir. Où serait le droit de libre discussion, si l'on ne devait en user qu'à la condition de ne jamais se tromper, d'être infallible?

Le droit de juger implique le droit de juger bien ou mal. L'écriture politique exerce une magistrature; dans l'exercice de ses fonctions il est inviolable, comme le magistrat judiciaire dans les siens, comme le juré dans le verdict qu'il prononce.

Effaçons de nos codes toutes ces lois barbares ou absurdes qui répriment l'attaque contre le principe du gouvernement, contre les autorités constituées; l'excitation à la haine ou au mépris du gouvernement, l'outrage par la voie de l'impression, au chef de l'Etat ou aux fonctionnaires à raison de leurs fonctions, les publications séditionnelles, etc., etc.

Que sont-elles ces lois sinon des barrières mises à la libre manifestation de l'opinion publique sur les hommes et les choses; et conséquemment une atteinte portée à l'exercice illimité et sans contrôle de la souveraineté du peuple?

Nous voyons avec peine que, dans plusieurs de ses dispositions, le projet de constitution ne fait que reproduire des erreurs et des énormités dont la raison publique a depuis longtemps fait justice; qui ont pu fleurir sur le sol de la monarchie, mais qui, transplantés dans le champ de la république, y étoufferaient tôt ou tard ces principes de liberté, d'égalité et de fraternité avec lesquels elles sont incompatibles.

BENJAMIN LAROCHE.

Le peuple règne et gouverne.

L'opinion monarchique, qui se résume aujourd'hui dans deux journaux, l'*Union* et la *Gazette de France*, va maintenant avoir beau jeu pour produire et discuter ses théories surannées.

Déjà la *Gazette de France* se croit en mesure de disputer pied à pied à la République le terrain de la constitution. Depuis le 24 février, à la suite de la révolution qui venait de proclamer ce grand principe du suffrage universel que la *Gazette* avait revendiqué dix-huit ans, elle a pris des positions nouvelles, a fourbi sur nouveaux frais les armes de sa logique royaliste, les a polies, nettoyées, remises à neuf, et s'est préparée à livrer bataille, enseignes déployées, au principe républicain.

Nous avons cru inutile jusqu'ici d'entamer une polémique régulière avec ce journal; nous avons attendu qu'arrivât le moment d'une discussion utile et qui pût aboutir. Ce moment est venu. Pour aujourd'hui nous nous bornerons à signaler le sophisme qui sert de base à l'école monarchique de la *Gazette de France*, et qu'elle résume en ces mots: « L'administration au peuple, le gouvernement au roi; » en opposition avec le fameux axiome de M. Thiers: « Le roi règne; il ne gouverne pas. »

Nous repoussons ces deux maximes d'une politique morte et qui ne renaitra plus. Nous les remplaçons par celle-ci: LE PEUPLE RÉGNE ET GOUVERNE.

Il règne; car de sa souveraineté découlent tous les pouvoirs. Il gouverne par les hommes qu'il délègue à cet effet. Si le peuple est souverain, et la *Gazette* elle-même le proclame, à quoi lui servirait sa souveraineté du moment où le gouvernement émanerait d'une autre volonté que la sienne?

La souveraineté politique a deux modes dans lesquels elle se manifeste: le pouvoir exécutif, ou le gouvernement; le pouvoir législatif, ou la confection de la loi.

La loi doit être l'expression de la volonté du peuple, exprimée par ses représentants. Le gouvernement, c'est la loi mise en action par les hommes que la volonté du peuple a chargés de ce soin.

Cette délégation de la puissance souveraine ne peut être que temporaire. Il serait aussi absurde au peuple de se donner un pouvoir exécutif héréditaire, qu'un pouvoir législatif transmissible par droit de primogéniture. L'hérédité dans les pouvoirs émanés du peuple serait une abdication de sa souveraineté.

Comment donc a-t-on pu espérer égarer l'opinion publique à ce point, que de lui présenter l'abdication d'une moitié de la souveraineté du peuple, le choix temporaire du pouvoir exécutif, comme le chef-d'œuvre de l'intelligence politique, comme la condition absolue d'un bon gouvernement?

Il est des théories que leur absurdité même devrait soustraire à la discussion: telle est celle dont nous parlons ici. Mais les contempteurs de la démocratie, les abrutis du genre humain sont vivaces; cent fois vaincus depuis soixante ans, ils se relèvent au lendemain de leur chute, et recommencent le combat avec une opiniâtreté, un entêtement que rien n'abat, qu'aucun obstacle ne rebute. Ils espèrent toujours que le découragement du peuple leur permettra de reconstruire leur puissance écroulée.

B. L.

Le citoyen Clément Thomas a donné sa démission des fonctions de commandant de la garde nationale parisienne. Le projet de constitution laisse la nomination à ce poste à la disposition du pouvoir exécutif. Nous combattons cette prétention. En 50, Lafayette fut élu. Pourquoi, en 1848, le principe populaire de l'élection ne serait-il pas appliqué aussi largement qu'à cette époque?

Le général Cavaignac, ministre de la guerre, a présenté aujourd'hui un projet de décret, en vertu duquel l'admission aux écoles Polytechnique et de Saint-Cyr sera entièrement gratuite. Nous donnons notre assentiment complet à cette mesure, conforme à la véritable intelligence du principe démocratique. C'est ainsi qu'un gouvernement républicain justifie son origine; seulement nous recommandons aux examinateurs qui seront à l'avenir chargés d'interroger les candidats, de se montrer sévères et incorruptiblement consciencieux dans les examens, pour une admission qui doit être une récompense au travail courageux, et non une prime à l'intrigue et à la paresse.

Il paraît que M. de Genoude n'a pas renoncé à sa vieille habitude de refuser l'impôt. Il nous semblait pourtant que sous la République, et avec le suffrage universel, on ne pouvait plus arguer du non consentement de la nation à l'établissement des lois fiscales. Voici la lettre que M. de Genoude a envoyée à un receveur des contributions:

A M. Bourqueney, receveur des contributions.

Monsieur,

J'arrive de Montpellier, et je trouve le commandement que vous m'avez envoyé.

Je n'ai pas répondu à votre dernière sommation, parce que je comptais expliquer à la tribune, comme représentant du peuple, les raisons de mon nouveau refus d'impôt. Le commissaire du gouvernement de Montpellier en a décidé autrement, et l'on saura bientôt par quelles manœuvres 72 voix m'ont écarté de l'assemblée nationale.

En attendant, monsieur, je dois vous dire que j'ai toujours cru deux conditions nécessaires pour la loi et l'impôt: une assemblée vraiment nationale et un gouvernement régulier, c'est-à-dire consenti par la nation.

On disait autrefois: *Lex fiat consensu populi et constitutione regis* ou *duci*.

Je ne reconnais pas plus le gouvernement provisoire que la commission exécutive.

Le gouvernement provisoire ne devait pas plus faire de décrets en l'absence de la nation, que l'assemblée des lois en l'absence d'un chef reconnu par le peuple entier.

Je déclare donc que jusqu'à ce que nous ayons un gouvernement nommé, proclamé ou reconnu par la nation, je subirai toutes vos poursuites comme par le passé, et que vous procéderez comme vous le voudrez à la saisie de mes meubles. Je ne regarderai mon œuvre comme complète que lorsque l'appel au peuple aura donné un gouvernement nécessaire à la base du vote universel. Vous m'avez poursuivi parce que je demandais une assemblée nationale, et nous l'avons; vous me poursuivrez parce que je demande un gouvernement national, je l'obtiendrai, Monsieur, et vous en serez encore pour vos poursuites et vos saisies.

Agréez, etc.

GENOUDE.

A M. le rédacteur de la TRIBUNE.

Citoyen,

Le comité typographique de Paris vous prie de vouloir bien insérer, dans votre estimable journal, la pétition ci-dessous, qui a été remise ce matin à l'assemblée nationale.

Salut et fraternité.

Les membres du comité:

Barthe, président; Richard, vice-président; Marchand, secrétaire; Tabary, sous-secrétaire; Hafmeister, caissier; Maréchal, sous-caissier; Lucron, teneur de livres; Paquet, premier vérificateur; Wagner, second vérificateur; Sausse, timbreux; Toussaint, Wallon, Longuépez, Albain, membres.

Aux citoyens membres de l'assemblée nationale.

Citoyens,

Les compositeurs typographes ont accueilli avec douleur la nouvelle officielle donnée, dans la séance du 16 juin, par le ministre de la justice, le citoyen Bethmont, que le Pouvoir exécutif préparait des lois contre la liberté de la presse. Si de pareils décrets ne doivent pas éprouver le sort des ordonnances de Charles X, il seront certainement un coup mortel porté à la démocratie.

Quel est le prétexte de pareilles mesures?

La nécessité de réprimer la licence.

Citoyens, il y a une manière toute simple de parer à cet inconvénient: c'est de faire une loi contre les calomnies. Décrètez que tout journaliste qui ne pourra fournir la preuve d'accusation infamante insérée dans son journal sera passible des rigueurs de la justice, et votre but sera atteint.

Mais une loi qui tuera tous les organes de la presse pauvre, de la presse honnête, livrera aux ennemis de la République le monopole de la publicité. Ces feuilles qui se sont donné le triste privilège de poursuivre de leurs calomnies la République et les républicains ne seront point atteintes par votre loi. Elles sont en mesure de fournir le cautionnement; leurs abonnés ont le moyen de payer l'impôt du timbre; ils appuieront de toutes leurs forces une loi qui réduirait au silence les sentinelles avancées de la démocratie, toujours sur la brèche pour démentir leurs calomnies et dévoiler leurs manœuvres réactionnaires.

Nous venons de vous parler comme citoyens; permettez-nous de vous dire quelques mots comme ouvriers: nous sommes matériellement intéressés dans la question.

S'il est une industrie qui ne peut se développer qu'à la faveur de la liberté, c'est l'imprimerie. Le despotisme monarchique nous avait réduit à la misère. La crise qui pèse sur toutes les branches de la production se fait sentir surtout chez nous. Les nombreux journaux qui se sont créés depuis les barricades ont aujourd'hui notre seule ressource. Il n'y a pas, en dehors du journalisme, cent ouvriers employés dans l'imprimerie. Faites des lois contre la presse, c'est-à-dire détruisez tous les journaux qui nous font vivre, et le lendemain de votre décret daignez au moins nous accorder audience, car nous serons bien forcés d'aller vous demander du travail ou du pain.

Citoyens, avez-vous besoin de recruter des bras pour les ateliers nationaux? Ancanisez la presse par le timbre et le cautionnement, et aus ilôt compositeurs, correcteurs, imprimeurs, mécaniciens, hommes de peine, garçon de magasin, papetiers, employés de bureau, porteurs, plieuses, brocheuses, etc., etc., viendront s'embrigader et vous offrir leurs services et leurs talents pour les terrassements, défrichements et autres grands travaux dont le besoin se fait sentir. Puis vous calculerez si l'impôt fourni par le timbre et le cautionnement sera suffisant pour la paie à vingt sous par jour de vos nouvelles recrues.

Agréez, citoyens représentants, l'expression de nos sentiments démocratiques et fraternels.

Fait et adopté à l'unanimité, en assemblée générale des compositeurs typographes, le 18 juin 1848.

Pour la société,

Les membres du comité typographique.

(Voir les signatures ci-dessus).

Actes officiels et communications du gouvernement.

La commission du pouvoir exécutif, Sur le rapport du ministre de l'instruction publique et des cultes, Arrête:

La nomination du citoyen E. Durrien aux fonctions de directeur général de l'administration des cultes, faite par le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes, le 29 février 1838, est et demeure confirmée.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Luxembourg, le 19 juin 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

La commission du pouvoir exécutif, Vu l'arrêté, en date du 25 février 1848, créant à Paris une garde nationale mobile;

Sur la proposition du ministre de l'intérieur et du ministre de la guerre, Arrête:

Art. 1^{er}. Quatre lieutenants-colonels de l'arme de l'infanterie seront détachés de l'armée pour être employés sous les ordres du général de brigade commandant la garde nationale mobile de Paris.

Art. 2. Chaque lieutenant-colonel aura sous ses ordres un arrondissement de six bataillons. Ses attributions, à leur égard, seront celles d'un colonel vis-à-vis de son régiment.

Art. 3. La solde et les allocations de ces officiers seront celles que les lois et ordonnances concernant l'infanterie de ligne attribuent au grade dont ils rempliront les fonctions auprès des bataillons de la garde nationale mobile.

Art. 4. Les citoyens ministres de la guerre et de l'intérieur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 12 juin 1848.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Espagne.

A l'occasion de la mort de S. A. R. la princesse Sophie, tante de S. M. la reine de la Grande-Bretagne, la reine a décidé que la cour prendrait le deuil pour neuf jours à partir du 16 du courant.

(Gazette de Madrid.)

Autriche.

VIENNE, 15 juin. — Les députés que le comité des bourgeois, des étudiants et des gardes nationaux avait envoyés à Innsbruck, sont de retour depuis hier au soir. L'empereur leur a répondu dans les termes suivants: mon intention n'a jamais été de quitter ma résidence pour longtemps. Je vous dirai, pour vous tranquilliser, que je resterai ici encore quelques jours, et qu'ensuite je retournerai en Autriche. (Gazette de Vienne, 15 juin, Keltungs-Halle, 18 juin.)

Hongrie.

PESTH, 12 juin. — Une révolte militaire a éclaté la nuit dernière dans la caserne des invalides; vingt volontaires ont été gravement blessés, trois sont morts. Le bruit courait qu'un complot, ayant des ramifications avec la camrilla d'Innsbruck, avait été découvert. On sait que les soldats italiens n'ont pas voulu prêter serment à la constitution; ils affirment que leurs officiers les en ont détournés. (Gazette de Breslau, 16 juin.)

Saxe.

DRESDE, 15 juin. — Le bateau à vapeur venant de Prague est arrivé hier soir à 9 heures. Les troupes ont eu le dessus, et le 13 l'ordre paraissait être rétabli.

16 juin. — Nous ne recevons des nouvelles de Prague que de fugitifs et d'individus renvoyés. Lettres et journaux nous manquent. Les étudiants, joints à la partie du peuple qui est pour eux, se sont fortement barricadés dans les rues anguleuses de la ville intérieure. Les soldats ne les ont pas attaqués de nouveau; ils parlent de se rendre. Jusqu'à présent ils refusent de se rendre et ils demandent que les troupes se retirent.

Assemblée nationale.

Séance du 20 juin.

PRÉSIDENCE DE M. PORTALIS, VICE-PRÉSIDENT.

La séance est ouverte à une heure et demie. On lit le procès-verbal. M. PIERRE LEROUX. J'ai demandé la parole sur le procès-verbal. J'étais absent au moment où M. Trélat a trouvé bon, pour se défendre lui-même, de déclarer que...

Voix nombreuses. — Il n'y est pas! attendez! M. Trélat, en ce moment, paraît dans la salle et se dirige vers son banc. M. PIERRE LEROUX. J'étais absent au moment où M. Trélat a trouvé bon, pour se défendre lui-même, d'attaquer les hommes dont il ignore ou méconnaît les doctrines. J'ai été signalé parmi ces hommes d'une manière si positive, que mes amis et quelques journaux ont signalé cette intention hostile du citoyen ministre des travaux publics. Je ne dirai pas le sentiment que m'a inspiré cette attaque, et le jugement que je porte du rôle politique adopté par le citoyen Trélat; ce que je nie c'est que jamais je ne lui ai adressé à Blois, ou ailleurs, les paroles qu'il me prête, c'est que jamais je n'ai tenu, à qui que ce soit, des discours capables de jeter la haine et la division dans les cœurs. Je donne le démenti le plus formel à des assertions de ce genre. M. Trélat n'a fait que joindre sa voix à d'autres voix calomnieuses. (Rumeurs diverses.)

M. TRÉLAT. Je ne répondrai pas à ces paroles. (On rit.) Un membre demande que l'on discute d'urgence une proposition qu'il a faite sur l'établissement d'invalides indigents dans les campagnes.

L'assemblée rejette cette proposition. M. VIGNERTE demande que l'on s'occupe aussi, toujours d'urgence, d'une proposition tendant à l'octroi d'un secours de 100,000 fr. aux victimes des trois derniers régimes. (Rires et murmures.)

Cette demande n'a pas de suite. Un membre fait une proposition sur les engagements volontaires. Par suite du système qu'il met en avant, la conscription serait abolie.

Cette proposition n'est pas appuyée. M. Latrude est inscrit à l'ordre du jour pour demander que l'assemblée déclare l'urgence sur sa proposition.

Cette proposition a pour but d'admettre les associations d'ouvriers à soumissionner les travaux publics ordonnés par l'Etat.

M. STOURM appuie cette demande. La proposition sera développée demain.

M. PASCAL DUPRAT demande que l'assemblée décrète l'urgence pour sa proposition. (Murmures.) Citoyens représentants, il s'agit des journaux, vous le savez. Eh bien! depuis le mois de février, il y a eu beaucoup de journaux nouveaux créés, beaucoup de capitaux sont engagés dans cette industrie, et sera-t-elle compromise si les intentions qu'on prête au gouvernement se réalisent. Ce n'est pas seulement un intérêt matériel qui s'agit ici, c'est aussi un intérêt moral. Après la révolution de

juillet, après la révolution de février, la pensée doit être affranchie à tout jamais. (Murmures; interruption.) Je demande donc à développer ma proposition après la discussion du projet sur les ateliers nationaux. Je demande, en attendant, que les poursuites dirigées contre les journaux de province nouvellement créés soient suspendues jusqu'à ce que l'assemblée se soit prononcée.

L'assemblée consultée décide que la proposition ne viendra qu'après les chemins de fer.

M. CLÉMENT THOMAS. Après les tristes événements du 14 mai, quand je vins rendre compte à l'assemblée des mesures que j'avais prises et de l'usage que j'avais fait du commandement provisoire dont je m'étais trouvé chargé, l'assemblée, par acclamation, voulut bien me continuer le commandement. Ce commandement, je ne l'avais ni sollicité, ni ambitionné, et je crois le moment venu où je dois m'en démettre. (Mouvement prolongé.) J'ai prévenu d'abord la commission exécutive qui m'en avait investi, et je viens devant vous qui m'avez donné cette grande preuve de confiance, vous faire part de ma résolution. Je ne sais si la manière dont j'ai rempli mes devoirs m'a mérité l'estime des bons citoyens. (Oui, oui.) Mais je sais que si je quitte le pouvoir sans regret, je le quitte du moins sans reproche. (Très bien! très bien!)

M. LE PRÉSIDENT. Je crois être l'interprète de l'assemblée en déclarant en son nom que le général Clément Thomas (légers rires) a bien mérité de la patrie. (Approbation générale.)

M. CAVAIGNAC, ministre de la guerre, apporte un projet de décret portant qu'à partir du 1^{er} octobre l'admission à l'école polytechnique et à l'école Saint-Cyr sera gratuite.

M. THIERS écrit qu'il opte pour le département de la Seine-Inférieure. MM. Jules Favre et Dupont de Bussac parlent successivement en faveur de leurs propositions relatives aux concordats amiables.

M. FLOCON, ministre du commerce, déclare que le gouvernement combattra les deux propositions. Il demande qu'elles soient néanmoins renvoyées dans les comités de législation et des finances.

Ce double renvoi est ordonné.

L'ordre du jour apporte la discussion du projet sur les ateliers nationaux.

M. VICTOR HUGO : Je ne viens point à cette tribune pour mêler de la passion au débat, et l'amertume aux divisions qui aigrissent les esprits dans cette question; dans un moment où tout est difficulté et danger, je rougirais si je susais à un obstacle, un embarras au milieu des difficultés de la circonstance. Honte à moi si je pouvais troubler par des chicanes intempestives l'inauguration de cette majestueuse forme sociale, que nos pères ont vue si terrible et si formidable, et que nous voulons saluer comme l'expression bienfaisante du progrès et de l'amélioration sociale. Je le pense: s'il faut de la fermeté dans les actes, il faut de la conciliation dans les paroles que j'ai à prononcer devant vous.

La question a été traitée devant vous avec une grande hauteur de vue et un grand patriotisme d'intention. Je m'abstiendrai donc de poser devant vous les chiffres que vous connaissez, et je commence.

Citoyens, on a dit que cette création d'ateliers nationaux avait été une nécessité. Je le crois. Mais l'art de l'homme d'Etat est de tirer bon parti de ce qu'il ne peut éviter et de changer les difficultés en moyens de gouvernement. Il faut bien convenir que l'on n'a pas tiré bon parti de ces difficultés, et ce qui me frappe au premier abord de cette triste affaire, c'est l'énorme force dépensée en pure perte. Je sais que des mesures sont prises pour qu'il en soit autrement; mais jusqu'à la réalisation de ces mesures, nous devons parler de ce qui est, de ce qui menace d'être, et notre contrôle doit remonter aux fautes faites pour empêcher les fautes à faire.

Et en quel moment a-t-on désorganisé le travail? Au moment où la nation épuisée avait besoin de toutes ses forces. Et qu'a-t-on produit en quatre mois? Rien. Et il y avait une immense quantité de travaux urgents en face d'une immense quantité de travailleurs disponibles. Et le résultat a été le néant. Que dis-je? non-seulement le résultat a été nul, il a été fâcheux, déplorable, doublement déplorable au point de vue politique, et pourtant je n'ai pas aussi loin que ceux qui vont disant que ce fut là un expédient fatal, que l'on a abaïardi les vigoureux enfants du travail, en leur ôtant le goût du labeur, la sûreté de la conscience, en leur enseignant la honteuse jouissance de la main tendue (mouvement); de manière que nous aurons les désœuvrés de la misère après avoir eu les désœuvrés de l'opulence, les fainéants de la république après les oisifs de la monarchie. Mais non! le voulait-on, on ne fera pas du noble, du glorieux peuple de Paris, une population de Naples ou de Constantinople; des lazaretti pour la paix et des jansénistes pour la guerre. (Très bien!)

Ce mot, la révolution, est sorti de ma bouche, il m'est échappé. Car je ne puis croire que cette pensée malheureuse ait pu germer dans la tête de qui que ce soit, de créer dans la ville la plus civilisée du monde un corps de prétoriens de l'armée au service d'une dictature. (Mouvement.) Cette pensée, personne ne l'a eue (murmures négatifs), et s'il en était autrement, malheur à ceux qui auraient eu cette pensée criminelle.

Le peuple, qui a de l'esprit, s'en apercevrait bientôt. Il se montrerait terrible contre ces tyrans masqués en flatteurs et en courtisans. (Très bien!) Mais j'écarte cet élan, et je me borne à dire que le maintien des ateliers nationaux finirait par altérer le caractère de l'ouvrier. Je suis de ceux qui ne veulent pas qu'on altère sa pureté, sa dignité, son courage à la fois plébéien et chevaleresque, à cause du rôle que Paris doit continuer dans l'histoire de la civilisation. (Bruit.) Paris est la capitale du monde civilisé. Ce sont les penseurs qui préparent les révolutions: ce sont les ouvriers de Paris qui les exécutent. (Murmures. — Agitation.) Je repousse donc la conclusion de la commission. Et maintenant, qu'il me soit permis d'adresser, du haut de cette tribune, quelques paroles à ces graves et austères penseurs connus sous le nom de socialistes, et de jeter avec eux un coup-d'œil rapide sur le fond réel de la situation. La question qui saisit la France et remplira l'avenir, ne se résume pas dans un seul mot: *Republique*. Elle est tout entière dans un fait: *Démocratie*. C'est là le fait qui doit renouveler les sociétés, car ce n'est pas une révolution politique, c'est une révolution sociale (explosion de murmures) à laquelle nous assistons. Croyez-vous qu'en attendant l'orateur qui, dans une des dernières séances, a porté ici le tableau des misères du peuple, nous avons été insensibles au souvenir de ces souffrances. Croyez-le bien, nos plus ardent sympathies sont pour le peuple qui souffre; mais voici ce que nous disons: depuis la révolution de février, ce n'est pas seulement le peuple qui souffre, ce sont toutes les classes. Les familles qui étaient riches sont gâtées, celles qui étaient aisées sont indigentes (Bruit.) L'admettez la fatalité des circonstances, mais enfin le système était posé; il fallait rassurer au lieu d'effrayer, il fallait faire descendre la richesse. On a fait le contraire. On a fait monter la misère (Très bien.) En est résulté une situation sombre, et nous l'examinerons ici qu'un épisode déchirant du drame terrible qui se joue par toute la France (sensation). Mais ce qu'il y a de poignant pour moi, le savez-vous? c'est que pendant que Paris se débat dans ces terribles angoisses, Londres s'ébat dans la joie, dans les fêtes, dans le luxe, la richesse refléguée dans ses murs... Ah! ceux qui poussent au désordre, qui installent l'émeute dans nos rues, qui font fermer les boutiques, effraient la population, ne sont pas seulement de pitoyables logiciens, ils sont aussi de mauvais citoyens, de mauvais Français et l'on pourrait leur dire: Savez-vous ce que vous faites, malheureux; vous favorisez la fortune de l'Angleterre. Vous asseyez sa prépondérance sur des bases durables. Malheur à vous!

Les misères du peuple vous touchent, mais les misères de la France nous touchent également; vous avez des sympathies pour les familles prolétaires, lamentables et affamées; mais nous aussi, nous avons des sympathies pour la France, qui, si cet état durait, perdrait sa grandeur et sa puissance aux yeux de l'univers.

Il ne faut pas que la ruine et le désastre viennent tour à tour renverser les existences: il ne faut pas que la misère du riche devienne la richesse du pauvre. (Très bien.)

Dans cette position, je m'adresse aux philosophes, aux penseurs démocrates, aux socialistes, et je leur dis: Vous acceptez parmi vos devoirs généraux; vous voulez le bonheur de la France; aidez-vous dans notre tâche: il n'y a pas seulement manque de travail, il y a détresse et désespoir: n'armez pas désespoir contre désespoir. (Très bien.)

Deux fleaux sont à nos portes: ils rugissent tous deux: c'est la guerre

civile, et la guerre servile: c'est le lion et le tigre: on ne les déchainera pas. (Applaudissements prolongés.) Nous admettons avec vous la misère du travailleur; admettez avec nous une nécessité momentanée; unissez-vous à nous pour conjurer ce grand péril. Puisque vous avez le bonheur d'être aimés du peuple, dites-lui de ne point se hâter vers la rupture et la colère. Conseillez-lui de revenir aux idées de paix et de travail. L'avenir est pour le peuple: il ne lui faut que de la patience. Il serait pénible que la France, ce premier navire des nations, sombrât en face du port qui l'attend. (Marques nombreuses d'approbation. La séance est suspendue pendant une demi-heure.)

M. LÉON FAUCHER. La commission avait paru vouloir éviter la discussion relative aux ateliers nationaux; mais le dissentiment élevé entre elle et le ministre des travaux publics ne permet pas cet ajournement. Je me vois forcé d'entrer dans la discussion.

Vous savez que les ateliers nationaux, originairement composés de 43,000 ouvriers seulement, se sont élevés à 120,000 ouvriers, et à côté d'eux il se trouve un nombre non moins égal de gens qui veulent entrer dans les ateliers nationaux, de sorte que maintenant le nombre total s'élève de 50 à 60 mi les ouvriers. (Mouvement.)

Les ateliers nationaux ne font que suspendre le commerce, et il est constant qu'il ne se fait pas 10,000 journées de travail par jour: c'est donc une aumône déguisée que l'on donne aux ouvriers. Il vaut mieux supprimer complètement les ateliers nationaux, et donner aux ouvriers comme aumône véritable ce qu'on leur donne comme aumône déguisée: on saura du moins ce que l'on donne.

Le gouvernement croit trouver dans le rachat des chemins de fer les moyens de donner du travail aux ouvriers: il est dans l'erreur, car il ne pourra faire davantage que ce qu'il fait actuellement, puisqu'il y a des crédits alloués pour les travaux des chemins de fer.

Le ministre des travaux publics a annoncé que sous peu de jours un grand nombre d'ouvriers allaient être dirigés sur des travaux publics; cela ne suffit pas: il faudrait aussi encourager l'industrie en bâtiments qui est en souffrance aujourd'hui. La ville de Paris devait elle-même entreprendre de grands travaux; mais elle ne le peut, parce que le trésor ne lui rend pas les fonds qu'elle lui a déposés.

Pour remédier au mal actuel, il faut rétablir le crédit et la confiance; il faut faire disparaître de vos décrets ces attaques incessantes à la propriété. (Oui, oui.) Pour que les particuliers puissent avoir du crédit, il faut que le gouvernement rétablisse d'abord le sien, et qu'il paie ses dettes. (Oui! oui!)

Le gouvernement ne peut se faire l'entrepreneur général de tous les travaux publics; c'est une tâche trop lourde pour lui; il faut qu'il la laisse à l'industrie privée, ce sera le moyen de ranimer la confiance et de ramener les capitaux, en organisant le travail.

M. DUCLERC soutient qu'il est inexact de dire que le trésor ait jamais refusé de rendre à la ville les sommes qui lui ont été demandées.

M. MORTIMER-TERNAUX rappelle qu'il y a eu l'expropriation des maisons de la rue Montmartre, un jury d'expropriation a fixé les indemnités dues aux propriétaires. Il n'y a plus qu'une chose à faire maintenant, c'est de payer à M. Garnier-Pagès, maire de Paris, avait approuvé ce paiement; mais M. Garnier-Pagès, ministre des finances, n'a plus voulu l'autoriser. Ce refus de paiement a arrêté le travail parce que les propriétaires expropriés n'ont pu faire commencer leurs travaux de reconstruction faute d'argent. On avait proposé de leur faire donner des billets de garantie, à deux ans, signés par la ville et par le ministre des finances; mais le ministre des finances s'y est opposé, et cependant celui-ci aurait suffi pour engager les propriétaires à commencer immédiatement leurs travaux.

M. DUCLERC répond que le paiement a été suspendu, parce que M. le ministre des finances avait voulu voir si les opérations relatives à l'agrandissement des halles étaient régulières. Il ajoute que, au surplus, tout ce que le trésor doit à la ville, il est prêt à le payer dans une demi-heure, si la ville le veut.

M. BOULAY (de la Meurthe). La cause du mal qui existe aujourd'hui est la suppression du conseil municipal de la ville de Paris; il aurait fallu, après la révolution de février, recourir à l'élection pour composer un nouveau conseil, car s'il y avait eu un conseil municipal, on n'aurait pas eu cette plaie des ateliers nationaux que l'on vous faisait encore toucher du doigt tout à l'heure.

Depuis trois mois, par la volonté d'un seul homme, on a supprimé l'octroi sur la viande et sur le vin, et cela sans bien aucun pour l'ouvrier, pour le consommateur; on a diminué la recette de 45 à 18 millions: cette mesure n'a procuré aucun avantage, parce qu'en détruisant le travail on a détruit le salaire. (Oui! oui!) L'année dernière, dans un temps de famine, le conseil municipal de Paris a maintenu le pain à un taux modéré; il l'a fait grâce à sa bonne administration, et il a sauvé la ville de Paris d'une crise aussi terrible que celle qui existe aujourd'hui. (Très bien.)

M. DUCLERC. La question soulevée par le préopinant n'a aucun rapport avec les ateliers nationaux; l'argent que la ville de Paris réclame ne doit servir qu'à payer une dette et non à solder des travaux. (Murmures.) Je répète toutefois que le trésor est prêt à rendre à la ville de Paris ce qu'il lui doit: mais la ville doit aussi au trésor près de deux millions de droits d'octroi, il faut d'abord en faire la défalcation. (Bruit divers.)

M. MORTIMER-TERNAUX répond qu'on agissant ainsi, le trésor met la ville dans l'impossibilité de satisfaire à ses engagements.

M. DE FALLOUX, rapporteur, dit que les sommes dues par le trésor à la ville s'élèvent à près de 20 millions.

M. DUCLERC. On a cité un chiffre de 20 millions. Eh bien! depuis la révolution, comme avant, le ville n'a jamais eu 20 millions au trésor. (Dénégations. — Plusieurs voix: 18 millions!) Je dis que cette question est étrangère aux ateliers nationaux. Je vous demande comment la somme que la ville réclamerait aurait pu servir aux ateliers nationaux. (Dénégations.)

Je persiste à dire que ce n'est pas ces 4 millions qui devaient servir à payer les propriétaires qui auraient pu alimenter les travaux. (Murmures.) En même temps que ces 4 millions sortaient de la caisse du trésor, ils seraient sortis de la caisse de la ville, et ne pouvaient donc pas servir aux travaux. (Interruptions.)

M. MORTIMER-TERNAUX. Si la ville eût eu son argent, elle eût fait démolir les propriétés, vendue les démolitions et fait rebâtir.

M. DUCLERC. La suspension de ce qui est dû par le trésor à la ville n'a pas fait suspendre les travaux de la ville, parce que, je le répète, le trésor est prêt à payer ce qu'il doit à la ville. (Murmures.) Je demande à M. Marrast s'il réclamera les 4 millions et s'il veut donner suite au projet des halles, dont on a tant parlé tout à l'heure.

M. MARRAST, maire de Paris. M. Boulay a prétendu que si le conseil municipal avait été à sa place, la question aurait été sans importance. Je rends hommage aux travaux du conseil de la Seine; cependant, si l'on voulait se reporter par la pensée à la révolution de février, je suis convaincu que le conseil aurait été en embarras et n'aurait rien fait contre la crise ouvrière. La ville de Paris a été obligée de faire des dépenses qui assurent la tranquillité de la France, car la tranquillité de Paris assure toujours la tranquillité de la France. (Murmures.)

Ici la voix de l'orateur, naturellement très faible, baisse encore et ne parvient plus jusqu'à nous.

Un membre ne croit pas qu'il soit possible de reprendre le projet des halles. Ce projet pouvait être exécuté quand la ville était dans un état de prospérité; mais aujourd'hui il est impossible de faire une opération qui aurait pour résultat de grever la ville d'une différence en plus de 15 millions sur un autre projet.

M. PERRÉE monte à la tribune pour une interpellation. Sa présence excite le plus violent tumulte, et après dix minutes d'attente, il descend de la tribune sans pouvoir se faire entendre de la chambre, fatiguée de la discussion.

La clôture de la discussion est prononcée.

M. ALKAN soutient que les ateliers nationaux sont une plaie qui épuise le pays et qui réclame un remède héroïque. Il faut que M. le ministre des travaux publics produise le projet d'organisation du travail qu'il a annoncé.

M. TRÉLAT. Ce n'est pas la révolution de février qui est en cause, mais

le malheur des temps. Il y a, il est vrai, un projet préparé pour l'organisation du travail; mais le projet a encore besoin d'être étudié avant d'être présenté à l'assemblée.

M. LAROCHEJAQUELIN. Je ne viens ni attaquer ni défendre les ateliers nationaux, mais trancher la question qu'il soulève. (Mouvement.) Le moyen m'a été suggéré par les ouvriers. On a donné aux 50,000 ouvriers en bâtiments, depuis l'établissement des ateliers, 8 fr. par semaine à chaque ouvrier, soit en tout 7 millions. Quel a été le produit? rien. Il faut aux ouvriers un travail qui rapporte aux ouvriers, non pas 8, mais 16 fr. par semaine. et cependant, dans 8 mois, en continuant, vous avez dépensé 4 millions, toujours sans résultat. Eh bien, si vous faisiez prêter par avance aux entrepreneurs et chef d'ateliers ces 15 millions, nul doute qu'autour d'eux ne s'en grouperaient beaucoup d'autres, et au moins ce serait une dépense productive.

Maintenant quel moyen aurait-on pour faciliter cet emprunt de 14 millions? Il faudrait que le gouvernement s'imposât des sacrifices; qu'il renonçât, par exemple, à l'intérêt pour 3 ou 5 ans. Mais quelle compensation à cette perte si vous ranimez le travail, et si par là vous rétablissez le calme et la paix, et si vous relevez en même temps la dignité des travailleurs! Ce projet n'est pas philosophique, il est du moins pratique, et je le recommande à l'attention de l'assemblée.

M. CAUSSIDÈRE. Tous nous recherchons le mal. Moi j'ai écouté les masses, et j'y ai trouvé les moyens pratiques. On a parlé de la colonisation de l'Algérie. Il y a là de quoi recevoir le trop-plein de la population, tourment de la police de Paris. On a inutilement fatigué ces hommes, en leur faisant gratter la terre. Il faut les rendre à leur industrie et ouvrir les fabriques en donnant des primes à l'exportation.

L'état actuel des choses favorise l'Angleterre et est fatal pour nous. A Paris, à Lyon, à Rouen, à Elbeuf, partout la misère est à son comble. Le fabricant dit: Je puis faire travailler, je ne puis produire uniquement pour la France. Nos produits nous encombrant, nous étouffent; il faut les jeter au dehors en dépit de la douane.... Que la douane soit abolie. Mais que nos ouvriers vivent! Savez-vous ce qui se passe?

L'or de Russie et d'Angleterre ira les chercher, et les vrais démocrates, parmi les travailleurs, désespèrent de leur cause en entendant crier: Vive l'un! vive l'autre! — Donnez-nous du pain, disent-ils, ou nous prendrons le fusil et nous nous suiciderons en nous jetant sur vos baïonnettes! (Sensation profonde.) Ce n'est pas à ces armes qu'il faut avoir recours! Attaquons, frappons l'Angleterre par l'exportation encouragée par des primes. L'Angleterre, je le répète, vient acheter ici et payer 4 fr. ce qui vaut 7 ou 8 fr. Et après cela, que feront-ils? Nos ouvriers se perdent la main. Ils ne pourront plus travailler quand le temps en sera venu! Il faut employer immédiatement l'association. Il faut agir. Paris, pour sortir du bourbier où il patauge depuis quatre mois, est capable de tous les efforts. Parmi les hommes que Paris nourrit dans les ateliers nationaux, il y a des hommes énergiques, employez-les à défricher les terres incultes, donnez-leur la propriété de ces terres. Vous avez deux cent mille bouches de trop à Paris, et je défie votre police.

M. STOURM fait remarquer que si on continue les pouvoirs de la commission, vos troupes d'empêcher tout cela de crever comme une vessie trop pleine. (Rires et bruit.) Faites travailler le peuple, voilà comme vous le moraliserez: jettons nos divisions dans un sac, et entendons-nous enfin pour le salut de nos frères et de nous-mêmes. Le peuple n'est pas rancuneux; les ouvriers ne vous feront plus peur quand vous aurez fait pour lui tout ce que vous pouvez tenir. Alors il sera beau de crier: Vive la république. (Vive sensation: interruption prolongée.)

M. WALDECK ROUSSEAU donne quelques renseignements sur les travaux du comité des travailleurs et annonce un projet de décret pour encourager l'exportation et le travail de l'industrie.

M. GOUCHAUD défend l'article 3 proposé par la commission; et pense qu'il faut que ce soit la même commission qui soit chargée d'examiner les autres demandes de crédit qui pourraient être faites.

La chambre passe à la discussion des articles.

Art. 1^{er}. L'allocation de trois millions demandée par M. le ministre des travaux publics pour les ateliers nationaux lui est accordée d'urgence. — Adopté.

Art. 2. Chaque allocation nouvelle affectée au même emploi ne pourra excéder le chiffre d'un million. — Adopté.

Art. 3. Les pouvoirs de la commission chargée de l'examen du présent décret sont continués jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par l'assemblée.

mission, ce sera un motif pour le gouvernement de venir chaque jour présenter de nouvelles demandes de crédit; il appuie la proposition qui a été faite de donner une prime à l'exportation, c'est le moyen de faire revivre le travail. Ou bien il vaudrait peut-être mieux faire comme en 1830, des prêts au commerce.

M. DUCLERC ne peut admettre le système des prêts directs faits au commerce; ce système serait complètement inefficace. En 1830, on a prêté 30 millions au commerce d'une manière fâcheuse; aujourd'hui cette somme serait loin d'être suffisante, il faudrait pour Paris seulement 150 millions et pour toute la France au moins un milliard. (Bruit divers.)

M. FALLOUX rapporteur persiste dans l'article 3, présenté par la commission; la commission n'a eu en vue que de s'assurer de l'exécution des décrets votés par l'assemblée. (Aux voix! aux voix!)

L'article 3 est mis aux voix et adopté, ainsi que le décret tout en entier.

L'assemblée adopte sans discussion le projet de décret relatif à l'ouverture d'un crédit de 2 millions pour les dépenses de l'assemblée.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi sur les boissons.

M. VALETTE fait remarquer qu'après une séance aussi agitée, on ne peut guère discuter une question aussi importante, qui a coûté 15 jours de travail à la commission.

La discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée.

Le directeur-gérant: J.-B. GIRALDON.

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Bourse de Paris du 20 juin.

BOURSE.	précédente clôture.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.
AU COMPTANT. — 3 0/0, j. du 22 juin...	45 50	45 75	45 50	45 50
4 0/0, j. du 22 mars...	54 ..	..	..	54 ..
— 4 1/2 0/0, j. du 22 mars...	68 25	68 75	68 25	68 25
— Emprunt 3 0/0, j. du 22 déc...	..	..	..	..
BELGIQUE. 5 0/0 de 1840, j. mai...	66 1/2	..	..	..
— Emprunt 1842, j. nov...	..	..	..	..
— 4 1/2 0/0, j. mai...	60 1/4	..	..	..
NAPLES. 5 0/0, j. janv...	..	..	..	..
ROME. 5 0/0, j. déc...	59 1/2	..	..	..
ESPAGNE. Dette act., j. mai 1840...	..	..	..	..
— Dette différée ancienne...	..	..	..	..
— De nouvelle...	..	..	..	..
— Dette passive...	..	..	..	..
— 3 0/0, j. juillet 1847...	..	..	..	..
PRÉFECT. Oblig. 1841, j. janv...	950 ..	..	..	..
FIN COURANT. — 3 0/0...	..	..	..	..
— Emprunt 3 0/0...	..	..	..	..
5 0/0...	..	..	..	..
BELGIQUE 5 0/0 de 1840, j. avril...	..	..	..	..
NAPLES. 5 0/0, j. janv...	..	..	..	..

PAPIERS POUR JOURNAUX.

A cette époque où chaque jour enfante un journal nouveau, nous croyons rendre service au public qui s'occupe de journalisme en lui faisant connaître la maison CH. PIDOUX, qui, ne faisant ses affaires qu'au comptant, peut livrer à très bas prix des papiers de journaux, en tous formats et qualités.

S'adresser, rue Saint-André-des-Arts, 53.

PARIS.—Imprimerie de BOULÉ, rue Coq-Héron, 3.